

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 9 SEPTEMBRE 2024



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Gulsen Yildirim, Secrétaire nationale en charge de l'enseignement supérieur et la recherche

Alexane Riou, Secrétaire nationale adjointe en charge de l'enseignement supérieur et la recherche

## DES ÉTUDIANTS DE PLUS EN PLUS PRÉCAIRES DANS L'INDIFFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS D'EMMANUEL MACRON

La rentrée universitaire pour près de 3 millions d'étudiantes et d'étudiants en France sera à nouveau signe de précarité. Alors que le contexte économique pèse lourdement dans leur budget et que la situation est connue de tous, le gouvernement Attal a fait le choix d'augmenter les charges qui incombent à une population chez qui la pauvreté progresse d'années en années. Ainsi les droits d'inscription universitaires et la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) augmentent pour les étudiants à hauteur de 3 % et cela, alors même qu'il y a peu de temps, le président de la République affirmait qu'augmenter les droits d'inscription était antinomique avec la lutte contre la précarité étudiante. Dans un contexte où l'Etat réduit ses financements aux universités, le fait de faire reposer sur les étudiants l'augmentation des charges des établissements est en soi inacceptable.

A cela s'ajoute la hausse des dépenses de logement. Seul un quart des étudiants boursiers bénéficie d'un logement CROUS. En 2017, Emmanuel Macron avait promis la construction de 60 000 logements étudiants supplémentaires. A ce jour, 7 ans après, à peine plus de la moitié ont été réalisés. Le comble est que les loyers de ces résidences universitaires augmentent eux aussi, à hauteur de 3,5 %. L'insuffisance du parc locatif social oblige les étudiants à se diriger vers le parc privé où les loyers sont plus élevés. Or le seul loyer représente en moyenne 45 % des frais de la vie courante d'un étudiant et même près de 50 % en Ile-de-France. D'ailleurs après avoir subi les affres de Parcoursup, un certain nombre d'étudiants sont démunis faute de logement, poussant même certains à abandonner leurs études.

Dans ce contexte de hausse, l'alimentation devient la principale variable d'ajustement budgétaire des étudiants. En janvier dernier, une enquête auprès de plus de 7500 étudiants menée par la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) confirme que 19 % d'entre eux déclarent ne pas manger à leur faim et 49 % affirment ne pas avoir les moyens d'acheter des fruits et légumes de manière hebdomadaire.

La dégradation progressive de la situation sociale des étudiants et l'indifférence voire le mépris à leur égard illustrent que la jeunesse n'a jamais été un chantier prioritaire pour Emmanuel Macron. Les collectivités territoriales de gauche, et/ou dirigées par les socialistes, continuent, elles, de s'engager aux côtés des étudiants en déployant nombre de services pour permettre de réduire leurs dépenses ou encore soutenir les étudiantes et étudiants en situation de grande précarité alimentaire, sociale ou psychologique.

Le Parti Socialiste exige que la situation précaire des étudiants soit prise en compte de manière urgente par le gouvernement qui sera constitué par Michel Barnier. Le repas à 1€ sans condition pour tous les étudiants, l'encadrement des loyers, l'augmentation de l'offre de logements abordables avec notamment la construction de nouvelles résidences CROUS et l'amorce d'une réelle réflexion sur la création d'une allocation d'autonomie doivent être les priorités. Il y a également une véritable urgence à renforcer l'accès à la santé pour tous les étudiants car nombre d'entre eux renoncent à des soins pour des raisons financières avec, en définitive, une aggravation de leur état de santé général, en particulier leur santé mentale.

Le Parti Socialiste le réaffirme : l'avenir de notre société dépend de la jeunesse qui ne peut être livrée à elle-même. Son accompagnement doit être corroboré par un service public de l'enseignement supérieur fort qui, rappelons-le, est un investissement et non une charge.

